



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/45/651  
23 octobre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

#### Assistance aux rapatriés volontaires et aux personnes déplacées au Tchad

##### Rapport du Secrétaire général

1. Comme suite à la résolution 43/143 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1988, sur l'assistance d'urgence aux rapatriés volontaires et aux personnes déplacées au Tchad, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a continué d'appliquer son programme spécial d'assistance aux rapatriés dans ce pays. Ce programme, qui a commencé en janvier 1987, a été adopté dans le cadre de la réponse globale de la communauté internationale aux besoins de relèvement et de reconstruction au Tchad et en fait partie intégrante. Le programme initial de neuf mois a été prorogé plusieurs fois, jusqu'au 31 mars 1989. Les fonds affectés à ce programme ont permis de répondre aux besoins de rapatriés venant du Bénin, du Cameroun, du Nigéria, de la République centrafricaine et du Soudan.
2. On estime qu'à la fin de 1989, quelque 107 330 rapatriés avaient bénéficié de l'assistance du HCR sous les formes suivantes : couvertures, ustensiles de ménage, semences et outils agricoles, coût des transports, vivres. La distribution de produits non alimentaires dans le sud a été entreprise avec des véhicules appartenant à la FAO, sous la supervision de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge tchadienne.
3. De 1987 à 1989, Agro-Action, organisation non gouvernementale allemande, a été le principal partenaire du HCR pour les opérations dans la région de Ouaddai. On a également fourni une assistance aux rapatriés dans le secteur agricole, pour l'amélioration de la distribution d'eau dans les régions d'origine des rapatriés dans le sud du Tchad. Des opérations limitées de rapatriement se sont poursuivies depuis 1989, en particulier à partir du Cameroun, du Nigéria et de la République centrafricaine. Ces opérations ont été financées au titre des affectations annuelles du programme du HCR en faveur des pays concernés.
4. Depuis la clôture du bureau du HCR au Tchad, le représentant du HCR au Cameroun coordonne les activités au Tchad en coopération avec le bureau du PNUD à N'Djamena.

-----